



# **Pour une planification urbaine solidaire, résiliente et nourricière des Faubourgs**

Opinion présentée à l'Office de consultation publique de Montréal  
dans le cadre de la consultation sur le PPU des Faubourgs

Novembre 2020

# Table des matières

## [Table des matières](#)

### [Introduction](#)

#### [Les Faubourgs: un regard sur la défavorisation socio-économique](#)

[Pauvreté](#)

[Insécurité alimentaire](#)

[Coût du panier \(PPN\)](#)

[Désert alimentaire](#)

[Logement et locaux communautaires abordables](#)

[L'équation impossible de l'insécurité alimentaire](#)

#### [Accentuation de l'insécurité alimentaire sous la COVID-19](#)

[Hausse du coût du PPN](#)

[Accentuation des déserts alimentaires en milieu montréalais](#)

#### [Accentuation de l'insécurité alimentaire due à la gentrification](#)

[Exemple de la mesure alimentaire](#)

#### [La sécurité alimentaire: défis pour les organismes communautaires](#)

[Dimensions de l'enjeu alimentaire](#)

[Défis et limites à l'action communautaire](#)

#### [Recommandations et pistes de solutions](#)

[Élaboration d'une stratégie large avec l'ensemble des acteurs publics et privés](#)

[Financer des infrastructures alimentaires locales pour favoriser l'économie sociale et l'action communautaire](#)

[Espaces communautaires à disposition des organismes locaux et zonage réservé pour le communautaire](#)

[Soutenir le développement de commerces solidaires](#)

[Soutien à l'agriculture urbaine communautaire](#)

[Une vision en accord avec le Plan Montréal durable 2016-2020](#)

#### [ANNEXE:](#)

[Infographies sur l'insécurité alimentaire dans le quartier Centre-Sud élaborées par un comité de la Table CIGAL dans le cadre de l'événement Votre Quartier Nourricier en fête 2019.](#)

# Introduction

La Table de concertation et d'intervention pour une garantie alimentaire dans le Centre-sud, (Table CIGAL) regroupe les organismes communautaires intéressés par la sécurité alimentaire de la population des quartiers du Centre-Sud et de Faubourg Saint-Laurent. Créée en 2000 et incorporée en 2008, l'initiative de sa mise sur pied est née du constat d'un manque flagrant d'une offre alimentaire adéquate dans Centre-Sud. Elle compte aujourd'hui parmi ses membres réguliers dix organismes communautaires offrant une diversité de services et d'activités visant à lutter contre l'insécurité alimentaire vécue dans le quartier (distribution et dépannage alimentaire, ateliers de cuisines collectives et de boîtes à lunch, popotes roulantes, marché solidaire, repas et cantines communautaires, etc). La Table CIGAL est reconnue et soutenue par un réseau d'acteurs de la communauté, dont le CIUSSS Centre-Sud de l'Île-de-Montréal, la CDC du Centre-Sud, l'arrondissement Ville-Marie et les bureaux des député.e.s locaux.

La Table CIGAL a pour objectifs de :

- Développer une vision commune et locale des enjeux en sécurité alimentaire
- Faire connaître l'état de la situation sur l'insécurité alimentaire ainsi que les ressources du quartier qui œuvrent en alimentation
- Initier des actions concertées
- Faire valoir les besoins des personnes vivant de l'insécurité alimentaire et des organismes qui leurs viennent en aide
- Établir des liens avec les concertations locales et régionales

## **Les membres de la Table CIGAL:**

Adrianna Espace Collectif  
Carrefour Alimentaire Centre-Sud  
Centre d'entraide et de ralliement familial (C.E.R.F.)  
Chez Émilie, Maison d'entraide populaire  
Comité Social Centre-Sud  
Carrefour Saint-Eusèbe  
Entraide Léo-Théorêt  
Information alimentaire populaire du Centre Sud  
Le PAS de la rue  
Société de Saint-Vincent de Paul

Depuis sa création, la Table CIGAL a joué un rôle important comme lieu de concertation, de réflexion, de mobilisation et d'action autour des enjeux de sécurité alimentaire dans le Centre-Sud. Parmi quelques une de ses réalisations :

- Enquête et colloque sur les besoins des usagers des banques alimentaires du quartier (Rapport MIAM) en 2003
- Colloque local "La Faim, ça prend des moyens" en 2004
- Projet "Porte d'entrée pour une garantie alimentaire dans le Centre-Sud" (2005-2007)
- Création du Marché solidaire Frontenac à l'été 2007.
- Plus récemment, mise sur pied du projet Zéro Gaspillage qui vise la récupération et la transformation de protéines en provenance de Moisson Montréal et d'un réseau de commerces locaux afin de distribuer des plats préparés sains et protéinés dans les paniers de dépannage alimentaire offerts aux populations les plus démunies du quartier.

La présente consultation sur le Projet particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs interpelle les membres de la Table CIGAL car nous reconnaissons l'impact des grands projets de réaménagements urbains et des règlements d'urbanismes, plans et politiques qui les encadrent sur la vie des personnes en situation de pauvreté et sur la capacité des organismes d'intervenir en sécurité alimentaire<sup>1</sup>.

N'ayant pas été en mesure de participer à la pré-consultation au printemps 2019, nous avons pris connaissance de l'actuelle proposition de PPU des Faubourgs avec grand intérêt. Nous saluons la reconnaissance de l'importance de consolider la vie communautaire du secteur comme l'une des orientations du PPU. Nous constatons néanmoins que la sécurité et la justice alimentaire sont un angle mort du PPU tel que proposé.

C'est donc dans l'objectif de faire valoir l'importance d'inclure la dimension de la sécurité alimentaire dans différents volets du PPU et de partager quelques recommandations dans ce sens que nous déposons cette opinion dans le cadre de la présente consultation publique.

---

<sup>1</sup> Voir:

[https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2528\\_pouvoirs\\_municipalites\\_environnements\\_saine\\_alimentation\\_mode\\_vie\\_actif.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2528_pouvoirs_municipalites_environnements_saine_alimentation_mode_vie_actif.pdf)

# Les Faubourgs: un regard sur la défavorisation socio-économique

## Pauvreté

La défavorisation socio-économique correspond à un état de désavantage mesuré en comparant les conditions socio-économiques d'individus. Cet état de désavantage signifie "avoir moins" que la moyenne; lorsque cet "avoir moins" découle des conditions socio-économiques, on observe moins de revenu, d'éducation, d'accès au marché du travail ou de participation à la vie sociale. Les conséquences négatives de la défavorisation socio-économique sur la vie des personnes sont multiples et ne se limitent donc pas à la privation matérielle. Parmi ces conséquences, on retrouve entre autres l'insécurité alimentaire. Les données issues du recensement canadien de 2016 nous dévoilent un portrait qui met en lumière la défavorisation socio-économique d'une large couche de la population du Centre-Sud:

- 29,5% de la population est sous le seuil de faible revenu et 34,9% des personnes de 65 ans et plus sont sous le seuil de faible revenu;
- Sur le territoire du CLSC des Faubourgs, le taux d'assistance sociale chez les 20-64 ans est de 17,2% (il est de 8% pour l'ensemble de l'île de Montréal);
- Sur le territoire du CLSC des Faubourgs, 45,4% des familles avec enfants sont monoparentales et 13,3% des familles comptent deux enfants et plus;
- 75,9% de la population est locataire et 37,9% des locataires ont un revenu insuffisant pour assurer le coût de leur loyer;
- 22,5% de la population est issue de l'immigration;
- Les personnes seules représentent 31,5% de la population<sup>2</sup>.

Cela est d'autant plus inquiétant sachant que les personnes les plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire sont: les personnes à faible revenu, les locataires, les femmes, les familles monoparentales, les personnes appartenant à une communauté ethnique minoritaire, les personnes seules et les grandes familles.

Les personnes âgées sont aussi un groupe de population qui est affectée par l'insécurité alimentaire. Des troubles de mobilité ou de dextérité peuvent également limiter leur capacité à se déplacer pour acheter et transporter les aliments et pour préparer les repas. Par ailleurs, la modification des réseaux familiaux et sociaux ou la perte d'êtres chers peut faire en sorte que certains d'entre eux ont peu de soutien social. Ce sentiment d'isolement peut accentuer le problème de sécurité alimentaire chez les âgés seul. 48,2 % des personnes âgées de 85 ans et plus, vivent seules.

---

<sup>2</sup> Portrait populationnel du CIUSSS du Centre-Sud-de-Montréal:  
<https://ciusss-centresudmtl.gouv.qc.ca/sites/ciusscsmtl/files/media/document/DonneesFaubourgsPlateauStLouisDuParc.pdf>

## Insécurité alimentaire

Concrètement, souffrir d'insécurité alimentaire, c'est:

- Devoir choisir entre payer le loyer ou se priver d'aliments;
- Partir à l'école ou au travail sans avoir déjeuné;
- Se priver afin de pouvoir nourrir ses enfants;
- Manquer de connaissances pour faire des choix justes et sains;
- S'inquiéter d'un manque de nourriture.

Les impacts de l'insécurité alimentaire sont nombreux et amènent d'autres difficultés, que ce soit pour se concentrer à l'école ou au travail. Une personne qui a faim n'est pas entièrement disposée à effectuer les tâches quotidiennes qui peuvent sembler simples à première vue. Sans compter le stress et le sentiment d'échec auxquels peut être soumis un parent qui ne réussit pas à combler les besoins de base de sa famille. Qui plus est, il importe de souligner que l'insécurité alimentaire est particulièrement marquée chez les enfants. À titre d'exemple, l'Espace montréalais d'information pour la santé (Emis) a réalisé un portrait sur les jeunes montréalais de 6<sup>e</sup> année sur le territoire du CLSC des Faubourgs<sup>3</sup>, qui démontre que 46% des jeunes ne déjeunent pas le matin. Cette étude révèle également que 64% des élèves ne consomment pas les 6 portions de fruits et légumes recommandées. Le haut taux de monoparentalité dans le quartier, nettement supérieur au taux montréalais, est aussi une donnée inquiétante qui peut en partie expliquer que 19% d'élèves font partie d'un ménage qui a manqué d'argent de manière importante au cours de la dernière année (Emis).

Enfin, selon les données du ministère du Travail<sup>4</sup>, 345 000 personnes au Québec travaillent au salaire minimum. Il est à noter que les femmes, au nombre de 21 300, représentent plus de 60% de ces salariés. Comblent ses besoins alimentaires peut être assez ardu dans de telles conditions socioéconomiques. Au cours des dernières années, les personnes qui ont un emploi sont venues s'ajouter aux demandeurs d'aide alimentaire habituels. En outre, les organismes membres de la Table CIGAL constatent que les services de dépannage alimentaire du quartier sont aussi fortement fréquentés par des personnes en emploi, mais qui ont un faible revenu et qui éprouvent beaucoup de difficulté à se nourrir adéquatement et en quantité suffisante. Cette situation s'avère particulièrement complexe pour les familles monoparentales, les familles nombreuses et les personnes issues de l'immigration récente. Ne passons point sous silence l'exacerbation de cette problématique avec la pandémie de la COVID-19 qui sévit. À titre d'exemple, la banque alimentaire Adrianna Espace Collectif a doublé son nombre de paniers alimentaires, de 200 à 400 paniers. Même réalité à la banque alimentaire Information alimentaire populaire Centre Sud dont les livraisons de paniers alimentaires sont passées de 30 à 130 et le nombre de paniers en cueillette de 500 à 600 paniers. Il faut également souligner que les organismes communautaires en sécurité alimentaire jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé physique mais également dans celle de la santé mentale. En effet, le

---

<sup>3</sup>[https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/Uploads/tx\\_asssmpublications/pdf/publications/9782550812258.pdf](https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user_upload/Uploads/tx_asssmpublications/pdf/publications/9782550812258.pdf)

<sup>4</sup> Ministère du Travail, 2014

sentiment d'appartenance à sa communauté locale fait parti des déterminants de protection tel que le révèle l'enquête sur la santé des communautés canadiennes de Statistiques Canada<sup>5</sup>. Les organismes en sécurité alimentaire sont des milieux de vie, de ressources, d'aide et de soutien. Ces espaces de partages sont essentiel dans un quartier qui a le plus haut taux de décès par suicide de Montréal, soit 16.2 pour 100 000 personnes, quand la moyenne montréalaise est de 10.4 pour 100 000 personnes<sup>6</sup>.

## Coût du panier (PPN)

Basé sur les besoins nutritifs des individus de même que sur des statistiques de consommation, le panier à provisions nutritif (PPN) est un outil qui permet d'établir le coût d'une alimentation saine, apte à satisfaire, à faible coût, les besoins nutritionnels des individus selon l'âge, le sexe et les conditions physiologiques qui les influencent. Le Dispensaire diététique de Montréal (DMM) établit le coût de ce panier au moyen d'un relevé de prix effectué dans un quartier économiquement faible de Montréal et le publie sous le titre "Coût minimum de régimes nutritifs". Dans le cadre de ce service, la Direction de santé publique de Montréal (DSP) a mandaté le DDM en 2005 pour vérifier l'existence, à Montréal, de disparités dans le coût du panier à provisions selon le quartier de résidence.

Lors de cette analyse, le coût du panier moyen dans les territoires de CLSC de Montréal variait entre 4,71\$ et 5,72\$ par personne par jour. Le territoire du CLSC des Faubourgs est celui où le coût du panier nutritif fut le plus cher de tous les territoires de CLSC de Montréal s'élevant à 5,72\$<sup>7</sup>. Depuis 2005, le coût du PPN a augmenté de plus de 50% atteignant 9,10\$ par personne par jour. Le taux d'inflation alimentaire dépasse de loin le taux d'inflation général<sup>8</sup>.

## Désert alimentaire

Nous ne pouvons qu'appuyer les faits rapportés par un membre de la Table CIGAL, le Carrefour Alimentaire Centre-Sud, dans le mémoire qu'il a déposé le 4 avril dernier dans le cadre des consultations sur le PPU des Faubourgs<sup>9</sup> à l'effet que l'accès à des aliments sains et frais dans le Centre-Sud demeure une problématique majeure. En raison de la faible présence

---

<sup>5</sup><https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-221-x/2013001/def/def2-fra.htm#lw> Enquête sur la santé des collectivités canadiennes

<sup>6</sup>

[https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/Uploads/tx\\_asssmpublications/pdf/publications/Des\\_do\\_nnees\\_pour\\_eclairer\\_la\\_prevention\\_du\\_suicide\\_Rapport\\_statistique\\_de\\_la\\_Direction\\_regionale\\_de\\_01.pdf](https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user_upload/Uploads/tx_asssmpublications/pdf/publications/Des_do_nnees_pour_eclairer_la_prevention_du_suicide_Rapport_statistique_de_la_Direction_regionale_de_01.pdf) Rapport statistique de la direction régionale de la santé publique de Montréal

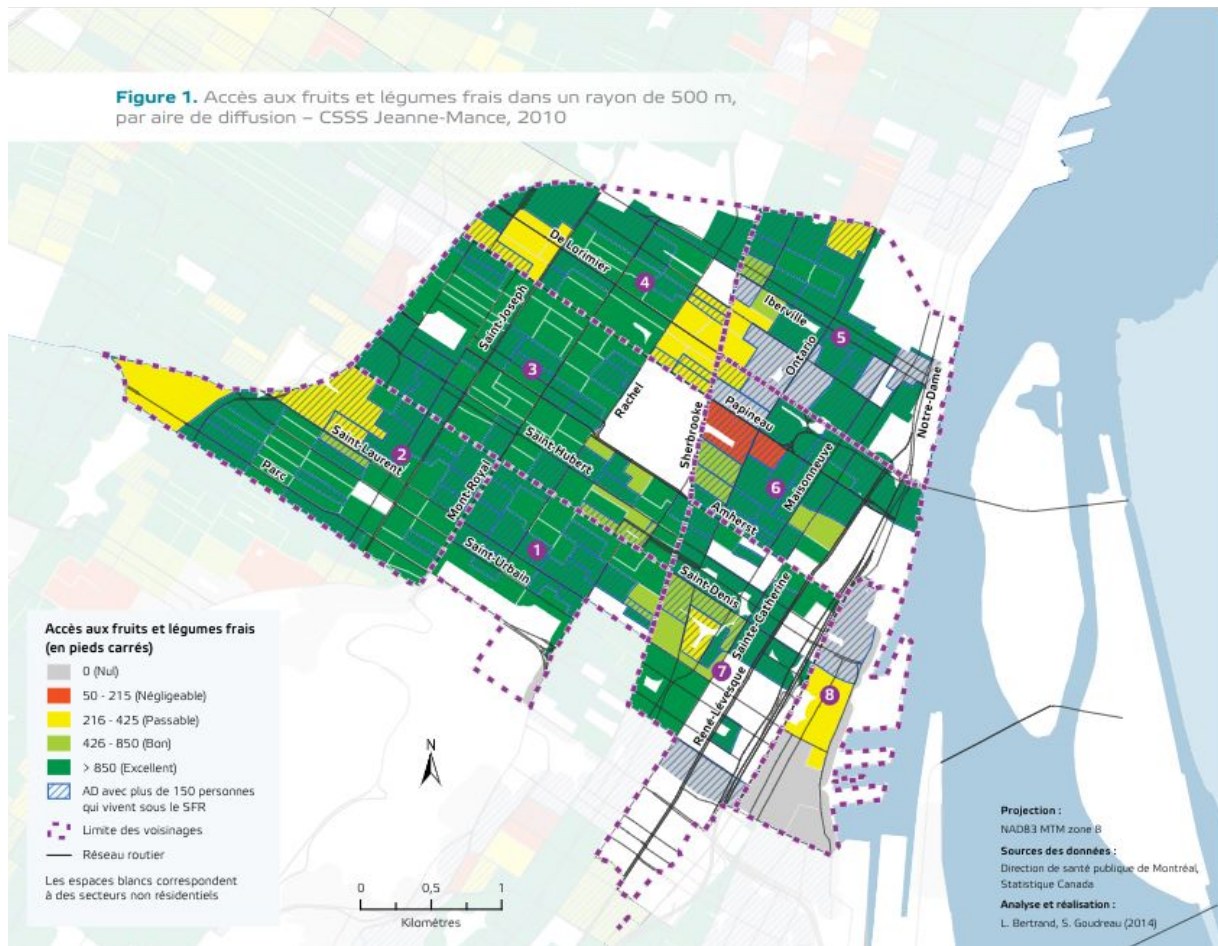
<sup>7</sup> Dispensaire diététique de Montréal 2020, Étude sur le coût du panier à provisions nutritif dans divers quartiers de Montréal

<sup>8</sup> Mise à jour du Dispensaire diététique de Montréal dans le cadre de la conférence « Les contre-chocs de la pandémie sur l'accès à une saine alimentation », 14 octobre 2020

<sup>9</sup> [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.41\\_carrefour\\_alimentaire\\_centre-sud.pdf](https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.41_carrefour_alimentaire_centre-sud.pdf)



de marchés d'alimentation abordables dans le quartier, le Centre-Sud est considéré comme un désert alimentaire<sup>10</sup>, où 73% des commerces d'alimentation sont des dépanneurs dans le secteur de Sainte-Marie<sup>11</sup>, une réalité d'autant plus déplorable alors qu'une vaste partie des résidents vivent sous le seuil de faible revenu. De plus l'offre de produits est axée sur ceux qui travaillent dans le quartier ou ont un plus grand pouvoir d'achats. Les personnes défavorisées ne sont pas en mesure d'acheter une grande gamme des produits proposés. Ceci est également un effet collatéral de la gentrification du secteur.



Source: Direction de la santé publique de Montréal 2013:

<http://www.santecom.gc.ca/bibliothequevirtuelle/Montreal/9782896733088.pdf>

<sup>10</sup> Vivre en Ville 2015, [https://vivreenville.org/media/414444/PanelAM\\_Acces\\_alimentation\\_SPetre\\_R.pdf](https://vivreenville.org/media/414444/PanelAM_Acces_alimentation_SPetre_R.pdf)

<sup>11</sup> Vivre en Ville 2015, [https://vivreenville.org/media/414444/PanelAM\\_Acces\\_alimentation\\_SPetre\\_R.pdf](https://vivreenville.org/media/414444/PanelAM_Acces_alimentation_SPetre_R.pdf)



## Logement et locaux communautaires abordables

Comme le Comité logement Ville-Marie l'a si bien mis de l'avant dans le cadre du dépôt de son mémoire lors de la consultation sur le PPU des Faubourgs en avril dernier<sup>12</sup>, le secteur des Faubourgs est un quartier de locataires où les besoins en logement social sont élevés, et ce, malgré la présence d'un parc de logements sociaux relativement important. On comptait ainsi en 2016 dans le Centre-Sud, 19 680 ménages locataires. Parmi ceux-ci, 7615 consacraient plus de 30% de leur revenu à se loger et 3820 plus de 50% de leur revenu, soit des taux plus élevés que ceux de la ville de Montréal.

Il importe de souligner que nous partageons les préoccupations exposées par la CDC Centre-Sud dans son mémoire déposé dans le cadre du PPU des Faubourgs<sup>13</sup> qui souligne les besoins des organismes communautaires en termes d'accès à des infrastructures abordables. En effet, le développement immobilier des dernières années a eu des répercussions tangibles sur le prix des loyers que doivent défrayer les organismes communautaires qui desservent la population du Centre-Sud. Cette situation, doublée d'une stagnation du financement à la mission des organismes, a des répercussions directes sur les services offerts aux citoyens.

Ce besoin s'est d'autant plus fait sentir pour les organismes œuvrant en sécurité alimentaire lors de la pandémie de la COVID-19; alors que le manque d'accès à une cuisine communautaire de quartier est un problème identifié par l'ensemble des acteurs du milieu depuis plusieurs années, la crise a failli faire suspendre le projet Zéro Gaspillage, mis en place par la Table CIGAL. Il a été nommé par une majorité des organismes de la Table CIGAL que le manque d'espace communautaire affectait leur capacité de répondre à la demande faisant en sorte que les organismes doivent recourir à des listes d'attente. Ce qui signifie que de nombreuses familles vulnérables n'ont pas accès à des ressources en sécurité alimentaire.

---

<sup>12</sup> [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.15\\_comite\\_logement\\_ville-marie.pdf](https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.15_comite_logement_ville-marie.pdf)

<sup>13</sup> [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.24\\_cdec\\_centre\\_sud.pdf](https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/8.24_cdec_centre_sud.pdf)

## **L'équation impossible de l'insécurité alimentaire**

Selon l'étude du Dispensaire diététique de Montréal, pour une famille de quatre personnes, deux adultes et deux enfants, le coût minimal du panier alimentaire nutritif est de 9.20\$ par jour par personne. Par exemple, si le revenu mensuel des deux adultes est l'aide de dernier recours, ils ont 1059\$ par mois dont 552\$ devraient être consacrés à l'achat de nourriture. Ce qui signifie qu'il leur reste 507\$ par mois pour se loger, s'habiller, payer l'électricité, se déplacer, acheter les produits d'hygiène comme le savon, acheter des vêtements, des effets scolaires, acheter des masques et du désinfectants, etc. C'est impossible, particulièrement quand ils ne sont pas en loyer subventionné. Déjà, trouver un 4 et demi chauffé et éclairé pour un montant inférieur à 500\$ est mission impossible à Montréal. En ce moment, les grandes épiceries ont investi dans les commandes en ligne et les livraisons, ce qui, selon les chercheurs, explique la diminution des spéciaux. En général, les familles défavorisées n'ont pas de stabilité financière suffisante pour obtenir une carte de crédit, ce qui rend impossible les achats en ligne. De plus, il faut tenir compte de la fracture numérique, le manque d'accès à un ordinateur ou une connexion et/ou des connaissances pour s'en servir. Les écoles exigent des équipements pour les cours à distance. Comment voulez vous que les familles payent un ordinateur ou une connexion internet avec leur budget? Tous ces facteurs expliquent l'augmentation fulgurante des besoins de base et souligne l'importance de soutenir les organismes qui oeuvrent en sécurité alimentaire auprès de cette population vulnérable.

# Accentuation de l'insécurité alimentaire sous la COVID-19

## Hausse du coût du PPN

Depuis le début de la pandémie, le Dispensaire diététique de Montréal (DDM) a fait une mise à jour du PPN<sup>14</sup>, soit d'avril à septembre 2020. L'augmentation du PPN se traduit par plus de 25\$ par mois et ce, dans un contexte de revenus moindre pour l'ensemble de la population du secteur. Cette donnée est d'autant plus alarmante alors qu'habituellement, les coûts du PPN diminuent en septembre. Pour les prestataires d'aide sociale, c'est plus de 40% de leur budget qui est absorbé dans les coûts liés à l'alimentation. Le DDM souligne aussi que plusieurs produits n'ayant pas fait l'objet de hausse de coûts depuis plus de quinze ans, telles les légumineuses, font également l'objet d'une hausse importantes de prix. Prenons exemple du coût des fruits qui a augmenté de 20% alors qu'il baisse habituellement en septembre et les viandes et fromages ont augmenté de 8,24% d'avril en septembre. Comment peut-on alors favoriser l'accès à une alimentation saine dans un tel contexte?

## Accentuation des déserts alimentaires en milieu montréalais

Sylvain Charlebois, économiste et professeur titulaire à la Faculté en agriculture de l'Université Dalhousie se spécialisant dans l'évaluation des coûts à venir de l'alimentation, rapportait dans le cadre d'une récente conférence<sup>15</sup> que le prochain rapport qui sera publié le 9 décembre 2020 présentera des constats hautement alarmant, dans un contexte où l'ensemble des prix de l'industrie alimentaire a connu une hausse de 190 % depuis 20 ans;

- 7000 postes sont actuellement vacants au Québec dans le domaine de la transformation en chaîne, ce qui exercera nécessairement une pression à la hausse sur les prix des produits alimentaires ;
- Les coûts de gestion de l'industrie alimentaire au Québec, de la ferme à la mise en vente des produits en épicerie augmentent de plus en plus vue la COVID-19;
- Les produits à perte/à rabais sont pratiquement inexistant depuis le début de la crise, les familles qui comptaient sur les rabais offerts en circulaire n'ont donc plus l'option de magasiner à coût moindre;
- L'accès à l'alimentation est de plus en plus difficile pour les familles monoparentales (hausse des coûts des produits, disparition des rabais, coûts des déplacements avec enfants dans un contexte où les services éducatifs sont réduits, enjeu de la fracture numérique pour les commandes en lignes, etc.);
- Les hausses fulgurantes des commandes en ligne augmentent les frais de 5 à 7 % de l'alimentation affectant entre autres les familles devant réduire leurs déplacements et personnes à mobilité réduite;

---

<sup>14</sup> Mise à jour du Dispensaire diététique de Montréal dans le cadre de la conférence « Les contre-chocs de la pandémie sur l'accès à une saine alimentation », 14 octobre 2020

<sup>15</sup> Les contre-chocs de la pandémie sur l'accès à une saine alimentation, 14 octobre 2020

- Les commandes en ligne vont se traduire par la fermeture de plus de 350 épiceries au Canada. Cela est d'autant plus inquiétant pour les déserts alimentaires à Montréal;
- Les personnes vivant dans des déserts alimentaires dépendront davantage des dépanneurs où l'abordabilité des produits est depuis longtemps remise en question.

## **Accentuation de l'insécurité alimentaire due à la gentrification**

Le principal obstacle à l'accès à l'alimentation reste d'ordre économique. Le lien entre pauvreté et insécurité alimentaire est simple: moins d'argent signifie moins de nourriture et une nourriture de moins bonne qualité. Dans le Centre-Sud, de nombreuses personnes n'ont pas un revenu suffisant pour se nourrir correctement. La situation reste d'autant plus préoccupante que le quartier connaît actuellement une gentrification qui a des répercussions non négligeables sur l'augmentation des coûts des besoins primaires, notamment le logement et l'alimentation.

La localisation des commerces et ressources en alimentation peut être un obstacle à l'accès à l'alimentation, notamment pour les personnes ayant une mobilité réduite: personnes n'ayant pas de voiture, aînés, personnes en situation de handicap, parents monoparentaux avec une poussette; certains secteurs sont donc faiblement desservis notamment en produits frais. Il est à prévoir que la transformation du quartier, avec tous les développements immobiliers en cours, ne fera que exacerber la problématique avec l'arrivée de commerces qui ne sont pas accessibles à la population vivant sous le seuil de faible revenu. Enfin, les impacts de l'embourgeoisement du secteur ont par ailleurs déjà de lourdes conséquences sur l'aide alimentaire offerte dans le quartier.

### **Exemple de la mesure alimentaire**

L'actualisation des indices de défavorisation avec les données du recensement canadien de 2016, la première en 10 ans, a entraîné des variations dans le calcul des allocations budgétaires accordées aux commissions scolaires et destinées aux milieux défavorisés, dont l'aide alimentaire (dîner à 1\$, collation, etc.), en plus de mesure de soutien professionnel.

Deux écoles du quartier ont déjà été touchées par la perte de la mesure alimentaire et la perte de soutien professionnel. La construction massive de condos aura nécessairement un impact sur la prochaine mise à jour de l'indice de défavorisation. Il importe de garder dans notre angle mort, la perte potentielle des mesures alimentaires et de soutien professionnel pour l'ensemble des écoles du quartier qui subiront la pression exercée par la gentrification.

Ce n'est pas parce que des familles plus aisées arrivent dans un quartier que les familles plus pauvres perdent leurs besoins ou qu'elles voient leurs salaires augmenter. Les besoins en soutien alimentaire sont encore bien réels voir criants pour les familles du Centre-Sud.

# La sécurité alimentaire: défis pour les organismes communautaires

Dans la partie précédente, nous avons pu prendre connaissance de l'ampleur du problème autour de la sécurité alimentaire, son évolution au courant des dernières années et ses récents développements avec la pandémie. Un état de la situation alarmant, surtout que le contexte ne favorise pas une amélioration dans un proche avenir. Au contraire, les perspectives d'avenir sont inquiétantes. La crise provoquée par la Covid-19 et ses premiers impacts économiques et sociaux commencent juste à se faire ressentir. Le pire étant à craindre, il devient essentiel de prendre en compte l'enjeu de la sécurité alimentaire au coeur même des décisions politiques municipales et des plans d'urbanismes.

## Dimensions de l'enjeu alimentaire

Afin de comprendre les défis liés à la sécurité alimentaire, il est primordial de considérer les dimensions de l'enjeu. Dans une étude publiée en octobre 2018, la Fondation du Grand Montréal dresse un métaportrait des publications en matière de sécurité alimentaire<sup>16</sup>. La prise de connaissance de ces dimensions favorise une meilleure compréhension de l'enjeu alimentaire, et par la suite, facilite la prise d'action concrète en la matière. Parmi l'ensemble des études compilées par la Fondation du Grand Montréal, les dimensions suivantes ressortent particulièrement :

- Accès physique;
- Alimentation saine;
- Disponibilité pour chacun;
- Consommation et production justes, équitables et moraux;
- Accès économique;
- Système agroalimentaire durable;
- Information simple, fiable et objective pour faire des choix éclairés;
- Satisfaction (plans personnel et culturel);
- Respect de la dignité humaine.

---

<sup>16</sup> *Métaportrait des publications portant sur la sécurité alimentaire à Montréal depuis 2006* (s. d.). Consulté 15 octobre 2020, à l'adresse <https://fgmtl.org/fr/pdf/Metaportrait-des-publications-securite-alimentaire.pdf>

## Défis et limites à l'action communautaire

À la vue des approches holistique et systémiques d'analyse de l'enjeu alimentaire, et considérant la réalité du quartier des Faubourgs, nous nous permettons d'avancer une liste non-exhaustive des défis rencontrés par les organismes communautaires présent sur ce territoire. Les défis suivants sont à considérer dans les stratégies à venir :

- **Fréquence et stabilité de l'aide offerte :**

Les services offerts par les organismes communautaires en sécurité alimentaire reposent principalement sur un financement à la mission sociale, la philanthropie et le bénévolat. L'instabilité des sources de financement ainsi que de la disponibilité de la main d'oeuvre est un grand défi qui fragilise les organismes et leur capacité à répondre à la demande. Assurer un continuum d'actions est essentiel quand on oeuvre auprès d'une population vulnérable.

- **Accessibilité de locaux et possibilité d'immobilisations des organismes communautaires :**

L'accès à des locaux abordables, en bon état, de bonne taille, et à proximité des populations vulnérables se fait de plus en plus difficile, notamment en raison de la gentrification du quartier et de la spéculation immobilière qu'elle engendre. À noter que les actuels programmes d'aide financière pour les OBNL locataires demeurent limité. La capacité de répondre aux besoins des résidents est limitée par l'accès à des infrastructures adéquates.

- **Accessibilité à des produits frais et santé :**

L'augmentation rapide du coût du panier d'épicerie et les faibles coûts des produits alimentaires de mauvaise qualité, nuisent considérablement à la santé de la population. Les organismes doivent souvent faire l'achat, à même leur budget limité, de produits frais pour bonifier l'offre de denrée en provenance de Moisson Montréal.

- **Accessibilité à une cuisine communautaire**

Les cuisines aux normes à la disponibilité des organismes communautaires sont rares et utilisées à leur pleine capacité. Depuis de nombreuses années, la Table CIGAL nomme ce besoin de doter le quartier de cuisines communautaires aux normes et mutualisées. Un accès à des cuisines permettrait de diversifier et consolider l'offre de services à la population. Le manque de locaux pour le communautaire affecte directement la capacité des organismes d'agir en réponse aux besoins d'une population vulnérable. Les infrastructures abordables sont un levier essentiel dans la lutte à la pauvreté et l'insécurité alimentaire.





## Recommandations et pistes de solutions

Reconnaissant l'important travail accompli pour présenter le PPU du quartier des Faubourgs, et considérant la bonne volonté de toutes les parties prenantes à l'élaboration d'un projet urbain ambitieux et engagé, la Table CIGAL se permet d'exprimer certaines recommandations et pistes de solutions. L'information, présentée ci-dessous, s'inscrit dans la continuité des aspirations, orientations et actions officielles de la ville de Montréal, et des membres de la Table CIGAL pour une planification urbaine solidaire, résiliente, nourricière, active et en santé.

### Élaboration d'une stratégie large avec l'ensemble des acteurs publics et privés

Si nous voulons combattre l'insécurité alimentaire, il est nécessaire de s'attaquer aux sources du problème. En ce sens, il est primordial d'élargir le paradigme de développement durable de la ville de Montréal pour englober l'aspect social, dont la sécurité alimentaire, actuellement absent de la stratégie municipale, bien que faisant parti intégrant de la vision de développement durable des Nations-Unis<sup>17</sup>. Une fois le changement de vision opéré, il serait bien d'analyser l'enjeu selon une approche systémique. Cette approche permettra de : relier en se concentrant sur les interactions entre les facteurs causals, considérer les effets de ces interactions, s'appuyer sur une perception globale de l'enjeu, et, intégrer l'analyse sur la durée et l'irréversibilité<sup>18</sup>.

Un modèle particulièrement efficace pour diriger la prise de décisions et d'actions est le community food security développé par le département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique<sup>19</sup>. Ce mode d'évaluation de la sécurité alimentaire encourage une réponse concertée et dont l'adhésion est plus large auprès des parties prenantes. Il devient possible de s'attaquer aux origines multiples de l'insécurité alimentaire, en intégrant la complexité intrinsèque des enjeux sous-jacents du système alimentaire<sup>20</sup>. L'élaboration du cadre d'action intégré et complet situe la faim au coeur de l'analyse, et centre l'interprétation analytique sur la résilience, la santé, la dignité et l'autosuffisance de la communauté<sup>21</sup>.

---

<sup>17</sup> Notre approche | Systèmes alimentaires | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (s. d.). Consulté 15 octobre 2020, à l'adresse <http://www.fao.org/food-systems/our-approach/fr/>

<sup>18</sup> L'approche systémique. (s. d.). Consulté 15 octobre 2020, à l'adresse <https://www.sites.fse.ulaval.ca/reveduc/html/vol1/no1/apsyst.html>

<sup>19</sup> Cohen, B., Margaret, rews, & Kantor, L. S. (s. d.). *Community Food Security Assessment Toolkit*. Consulté 15 octobre 2020, à l'adresse <http://www.ers.usda.gov/publications/pub-details/?pubid=43179>

<sup>20</sup> Cole, M. B. et al. (2018). The Science of Food Security. npj Science of Food 2 et TEEB (2018). TEEB for Agriculture & Food: Scientific and Economic Foundations. Geneva: UN Environment.

<sup>21</sup> IUCN (2013). Politiques de sécurité alimentaire : établir des liens avec les écosystèmes

## Financer des infrastructures alimentaires locales pour favoriser l'économie sociale et l'action communautaire

### → Espaces communautaires à disposition des organismes locaux et zonage réservé pour le communautaire

La Table CIGAL salue l'intention de la ville de soutenir la recherche active pour des locaux abordables pour la communauté LGBTQ+, mais il nous semble pertinent d'élargir ce principe à l'ensemble des organismes communautaires oeuvrant dans les Faubourgs. Nous croyons que des efforts devraient être mis pour protéger les espaces communautaires existant, notamment en garantissant des locaux abordables. La question de la sécurité alimentaire est intimement lié à son milieu urbain environnant. La gentrification a un impact autant sur le loyer des logements que sur les loyers de commerces alimentaires (surtout ceux avec une offre alimentaire abordable) et les locaux des organismes en sécurité alimentaire.

Les organismes communautaires subissent présentement un grand stress concernant : les augmentations de loyer substantielles, les reprises de locaux, la recherche d'espaces pour déménager, etc. Le besoins en infrastructures (cuisines communautaires et locaux) est criant. Si nous voulons consolider et développer les services de sécurité alimentaire actuel, il est essentiel de travailler dans ce sens. Nous Souhaitons que le PPU inclus une recommandation témoignant de l'engagement de l'arrondissement dans le soutien à la recherche de solutions pour l'obtention de locaux abordables pour les organismes oeuvrant en sécurité alimentaire.

Par ailleurs, un zonage stratégique, à proximité des lieux de résidence des populations vulnérables, doit être considéré dans la stratégie urbaine du PPU des Faubourgs. L'action des organismes en sécurité alimentaire est plus efficace lorsqu'ils sont géographiquement proche des personnes dans le besoin. Il est donc impératif d'aménager des espaces communautaires à l'intérieur ou à proximité des projets de logements sociaux et abordables.

Il est à prévoir une augmentation de la densité de population vulnérable dans les secteurs où seront aménagées les logements sociaux. Compilé au phénomène de gentrification du quartier, il est souhaitable de permettre l'implantation durable des organismes communautaires, car ils sont le pont entre les deux communautés en favorisant dialogue et l'inclusion sociale.

De plus, une attention devra être portée pour ne pas trop concentrer toutes les activités communautaires à un seul endroit pour faciliter l'accessibilité et la diversité de services en réponses à des besoins qui peuvent être différents.

Nous souhaitons que le PPU cible des espaces réels, apporte des solutions au niveau fiscal ou au niveau du mode de tenure, et promettre aux citoyens du quartier que "ces équipements

[devront en effet] être mis en place dès les premières phases des nouveaux développements<sup>22</sup>. Les membres de la Table CIGAL souhaitent voir leurs recommandations pris en compte dans le développement des projets d'infrastructures communautaires.

Parmis les lieux d'intérêts communautaires, la Table CIGAL propose de se pencher, dans le cadre du présent PPU des Faubourgs, tout particulièrement sur les espaces suivants :

- *Îlot communautaire Alexandre-DeSève*  
L'îlot communautaire Alexandre-de-Sève est un autre endroit qui doit subir de grands changements au cours des prochaines années. Certains principes devraient retenir l'attention des urbanistes quant à la planification de cette endroit. L'îlot comporte plusieurs organismes communautaires, notamment des membres de la Table CIGAL. Il est donc primordial de consolider la vocation communautaire de la zone;
- *École Salaberry*  
Le bâtiment, géré par la CSDM, contient une grande concentration d'organismes communautaires. Les locataires de ce bâtiment subissent des hausses de loyers substantielles et vive d'une situation de précarité face à leur avenir dans cet édifice. Son grand espace de stationnement est aussi sous-utilisé et représente un important îlot de chaleur;
- *Les églises Sainte-Brigitte, Saint-Vincent-de-Paul et Saint Eusebe*  
L'Église Sainte-Brigide, accueillant trois organismes, est un autre élément patrimoniale pouvant être consolidé. L'Église Saint-Vincent-de-Paul est aussi un autre bâtiment de grande valeur en plein milieu d'un secteur défavorisé, voisins d'Émilie-Gamelin. L'église Saint-Eusèbe a fait l'objet de plusieurs idéalizations de projets dont la création de logements sociaux pour les grandes familles et l'accueil d'organismes communautaires au sein du bâtiment. Depuis de nombreuses années la détérioration de l'église et l'absence de changement de vocation questionnent les résidents et les organismes du secteur. La ville peut favoriser une revalorisation de ce lieu.
- *Hôpital Notre-Dame*  
De nouvelles vocations pour les pavillons de l'hôpital devront être trouvés. Nous croyons que cette institution devra rester dans le giron de l'intérêt public et accueillir des activités communautaires.

D'autres lieux représentent des occasions de renforcer le tissu social et d'assurer une cohabitation sociale harmonieuse en facilitant l'installation d'organismes en sécurité alimentaire

---

<sup>22</sup> *Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs* (s. d.). Consulté 15 octobre 2020, à l'adresse [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND\\_VMA\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PPU%20DES%20FAUBOURGS\\_VF2\\_WEB.PDF](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PPU%20DES%20FAUBOURGS_VF2_WEB.PDF)

dans des locaux abordables et adaptés aux services. Par exemple, il y a le projet du terrain de la STM près du métro Frontenac ou le terrain entourant l'usine JTI Mc Donald Corporation.

La Table CIGAL renouvelle sa volonté d'être présente au coeur des discussions menant à l'élaboration des stratégies d'aménagement du territoire. Ses membres veulent participer à la réflexion et faire bénéficier l'arrondissement de leurs expertises et de leurs expériences terrain.

### → **Soutenir le développement de commerces solidaires**

Dans son introduction, l'arrondissement Ville-Marie oriente ses interventions pour conserver un quartier inclusif, en s'assurant de créer une diversité des commerces et des lieux d'emplois. Il est important de mettre en place des politiques afin de favoriser l'installation de commerces abordables, autant dans le secteur en requalification que les secteurs déjà bâtis.

Malgré les paramètres coercitifs imposés par la Ville au niveau résidentiel, comme le *Règlement pour une métropole mixte*, le PPU ne semble pas avoir de moyens d'actions pour assurer une diversité commerciale dans le secteur en requalification. La Table CIGAL invite les acteurs municipaux à réfléchir sur les moyens disponibles chez les décideurs pour créer des locaux abordables pour des magasins visant une clientèle plus défavorisée.

Le coût du panier à provisions nutritif dans le Centre-Sud est l'un des plus élevés à Montréal<sup>23</sup>. Une situation que l'embourgeoisement du quartier va accroître. En effet, la gentrification incitera l'implantation de commerces inabordables pour les populations vulnérables. Pourtant, l'augmentation du nombre et de la qualité des commerces d'alimentation devraient contribuer à lutter contre la présence d'un désert alimentaire. Il serait donc judicieux d'offrir des moyens de soutiens à l'implantation de commerces solidaires pour pallier cette situation. Bien entendu, ces initiatives doivent être complémentaires, car elles ne peuvent remplacer l'offre de service des organismes en sécurité alimentaire. Par exemple, la Table CIGAL reconnaît la pertinence et l'importance du projet d'épicerie solidaire en développement par le Carrefour alimentaire Centre Sud. Ce projet est rendu possible, entre autre, par l'acquisition d'un local. De telles initiatives sont souhaitables mais le manque d'espaces est un frein au développement de projets en sécurité alimentaire.

### → **Soutien à l'agriculture urbaine communautaire**

Nous saluons les efforts de l'arrondissement de créer de nouveaux espaces verts, et de prévoir de concerter la communauté lors de la conception ou le réaménagement de tous les parcs.

---

<sup>23</sup> Dispensaire diététique de Montréal 2020, Étude sur le coût du panier à provisions nutritif dans divers quartiers de Montréal

L'idée de trame verte, de grandes promenades linéaires, ainsi que la mise en valeur de l'histoire du quartier à travers ses espaces publiques sont des idées structurantes pour le quartier.

La ville de Montréal a, par le passé, défini comme prioritaire “d’assurer l’accès à des quartiers durables à l’échelle humaine et en santé”, notamment par le biais d’intégration de l’agriculture urbaine à l’ADN des quartiers. Cette objectif s’inscrit dans le plan de l’administration municipale de la ville de Montréal dans le cadre de sa stratégie 2016-2020.

L’agriculture urbaine permet la résilience, l’amélioration des conditions alimentaires et l’adoption de saines habitudes de vies des populations vulnérables. Considérant l’impact néfaste de l’augmentation drastique des coûts pour les fruits et les légumes, l’implantation d’espaces dédiés à l’agriculture urbaine et collective pourra contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des Faubourgs.

“La recherche démontre l’importance de l’agriculture urbaine pour nourrir les gens et, en particulier, les citoyens vulnérables. [...] Elle permet de constater la place grandissante et relativement ignorée de ce type d’agriculture dans la sécurité alimentaire des villes.”<sup>24</sup>

La Table CIGAL demande à la ville de Montréal de :

- Aider à localiser des espaces propices à l’installation d’infrastructures agroalimentaires urbaines;
- Participer au financement de ces dites structures agricoles;
- Intégrer ces projets dès les premières étapes d’une planification urbaine.

## Une vision en accord avec le Plan Montréal durable 2016-2020

Les recommandations élaborées dans la section suivante, font échos à des prises de positions officielles de la ville de Montréal au courant des dernières années. Il est notamment question de relier les objectifs et actions inscrits dans le Plan Montréal durable 2016-2020<sup>25</sup>.

Considérant que, la ville de Montréal a, par le passé, défini comme prioritaire “d’assurer l’accès à des quartiers durables à l’échelle humaine et en santé”, notamment par le biais des actions suivantes :

- Action 9 : Lutter contre les inégalités et favoriser l’inclusion, en adoptant une politique de développement social qui intègre les dimensions du développement durable, afin de

---

<sup>24</sup> *Sécurité alimentaire en temps de pandémie* | UQAM. (s. d.). Actualités UQAM. Consulté 15 octobre 2020, à l’adresse <http://actualites.uqam.ca/2020/securite-alimentaire-en-temps-de-pandemie>

<sup>25</sup> *Plan Montréal durable 2016-2020* (s. d.). Consulté 15 octobre 2020, à l’adresse [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d\\_durable\\_fr/media/documents/plan\\_montreal\\_durable\\_2016\\_2020.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d_durable_fr/media/documents/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf)

mettre en œuvre de nouvelles mesures pour améliorer l'accessibilité des services aux personnes vulnérables;

- Action 12 : Intégrer l'agriculture urbaine et les saines habitudes de vie à l'ADN des quartiers, en appuyant financièrement les organismes communautaires pour soutenir des projets locaux favorisant l'adoption de saines habitudes de vie (saine alimentation et activité physique);
- Action 18 : Mobiliser les organisations, les citoyens et les employés, pour susciter l'engagement [...] des organisations de la collectivité montréalaise à réaliser les actions partenaires ainsi que leur participation aux équipes de mobilisation et à la mise en œuvre de projet en développement durable;
- Action 19 : Faire connaître les bonnes pratiques et augmenter les initiatives de développement durable, pour stimuler la mise sur pied [...] de projets collaboratifs en développement durable dans la collectivité montréalaise, [...] et, soutenir financièrement de nouvelles initiatives ou projets de recherche permettant d'opérationnaliser le développement durable au sein de l'administration municipale;

Soulignons le rappel constant des objectifs de développement durable dans la stratégie de la ville de Montréal. Néanmoins, force est de constater un déséquilibre quant aux leviers priorités. Pourtant, seule une action globale, novatrice et intégrée pourra mener à l'atteinte des objectifs de développement durable. L'administration municipale doit donc, considérer plus attentivement l'ensemble des 17 leviers, dont la question alimentaire. Le PPU des Faubourgs est une opportunité parfaite pour, réaffirmer l'adhésion de la ville de Montréal aux objectifs de développement durable, renouveler son soutien aux organismes communautaires locaux à titre de premiers répondants auprès des populations vulnérables, et, conscientiser pour mobiliser la société civile du quartier sur l'enjeu de la sécurité alimentaire. Créer des lieux adaptés aux services et permettant de mutualiser des ressources en sécurité alimentaire est un outil crucial pour répondre aux besoins d'une population vulnérable, fragilisée par la pandémie et la gentrification rapide du quartier. Actuellement les organismes en sécurité alimentaire répondent difficilement à l'augmentation fulgurante des besoins des résidents. Ils ne prévoient pas une baisse des besoins dans un futur proche. L'augmentation des logements sociaux, qui est une excellente nouvelle en soi, va aussi créer des besoins. Il est primordial que l'administration municipale pose des actions rapides et efficaces pour soutenir les organismes en sécurité alimentaire dans leur recherche de solutions sur l'enjeu des locaux abordables.

## ANNEXE:

Infographies sur l'insécurité alimentaire dans le quartier Centre-Sud élaborées par un comité de la Table CIGAL dans le cadre de l'événement Votre Quartier Nourricier en fête 2019.



# L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## UN ENJEU DE QUARTIER, UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

L'insécurité alimentaire =

"un accès inadéquat ou insuffisant aux aliments en raison de contraintes financières"



### Sécurité alimentaire

Accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive

### Insécurité marginale

S'inquiéter d'un manque de nourriture  
Se priver de manger des repas équilibrés

### Insécurité modérée

Compromis sur la qualité et la quantité des aliments

### Insécurité sévère

Réduire son apport alimentaire pour payer son loyer ou pour nourrir ses enfants

## SAVIEZ-VOUS QUE ...



Recours aux banques alimentaire au Québec entre 2017 et 2018

(Source: Bilan FAIM 2018)

À Montréal:  
1,5 ménage sur 10 vit de l'insécurité alimentaire



(Source: L'insécurité alimentaire des ménages au Canada 2014)



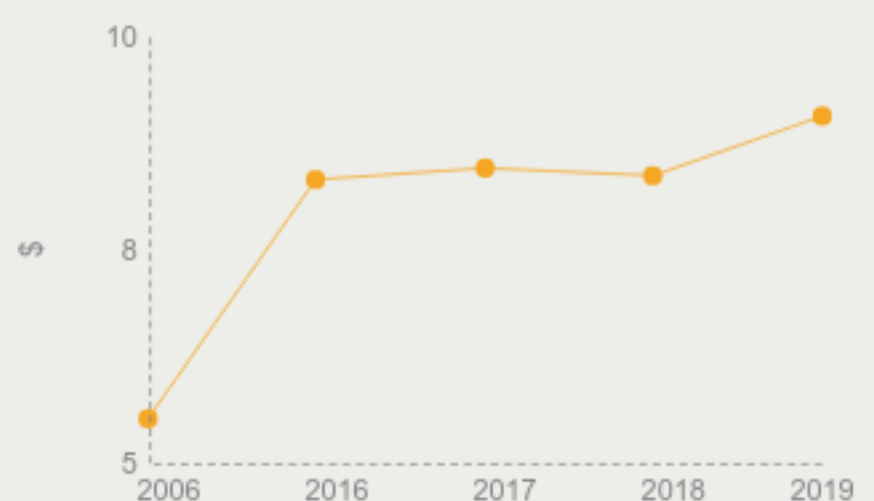
### Source de revenu des personnes en insécurité alimentaire MTL 2014



Revenus d'emploi (65.40%)  
Sécurité de la vieillesse (5.30%)  
A.E. / CSST / Aide sociale (21.90%)  
Autre (7.40%)

(Source: L'insécurité alimentaire des ménages au Canada 2014)

### du coût des aliments



Coût du panier à provisions nutritif à Montréal par personne par jour dans une famille de 4 en fonction des années.

(Source: Dispensaire diététique de Montréal)

powered by

# LES PERSONNES LES PLUS À RISQUE

## DE VIVRE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

---



Les personnes  
à faible revenu



Les personnes  
avec un faible  
niveau de  
scolarité



Les locataires



Les femmes



Les familles  
monoparentales



Les personnes  
appartenant  
à une  
communauté  
ethnique  
minoritaire



Les personnes  
seules



Les grandes  
familles

---

powered by

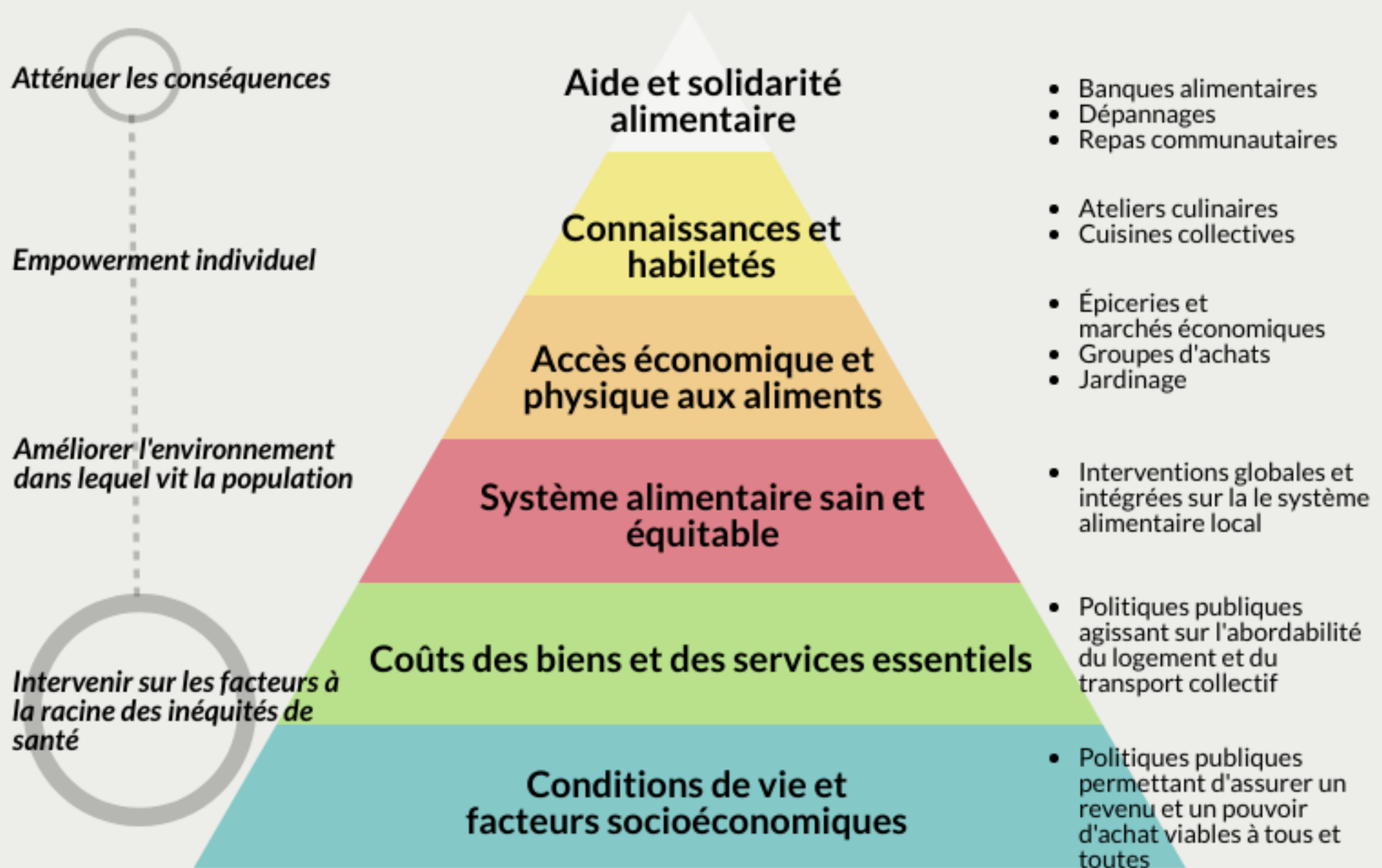




## LES DÉTERMINANTS

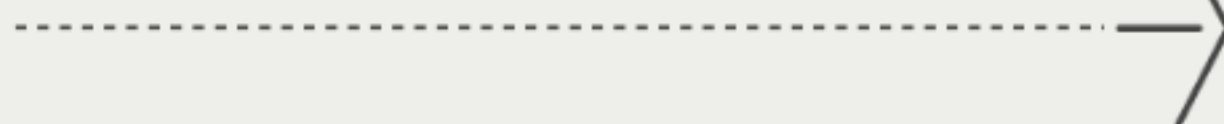
### DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pyramide d'impact des interventions en sécurité alimentaire



Que ce soit à l'échelle individuelle ou à la création d'environnements favorables, toutes interventions contribuent à bâtir la sécurité alimentaire.

Cependant, les initiatives axées sur **la modification des déterminants collectifs, ont un potentiel d'impact populationnel plus grand** en matière de santé et d'équité.



Source: inspiré de CHÉNIER, Geneviève. Accroître l'impact populationnel des actions en sécurité alimentaire: Agir là où ça compte!, CIUSSS de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, juillet 2017